

ASSOCIATION LOCALE ADMR

DE PORT-SCEY SUR SAONE

16 rue Gilberte Lavaire

70170 PORT-SUR-SAONE

SIREN : 332776558

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31/12/2025

SAS PROCOMPTA
Commissaire aux comptes
6 rue de Franche-Comté
Valparc
25480 ECOLE-VALENTIN

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

A l'assemblée générale
de l'ASSOCIATION LOCALE ADMR PORT-SCEY
SUR SAONE
18 rue Gilberte Lavaire
70170 PORT-SUR-SAONE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'assemblée générale de l'ASSOCIATION LOCALE ADMR DE PORT-SCEY SUR SAONE,

OPINION AVEC RESERVE

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION LOCALE ADMR DE PORT-SCEY SUR SAONE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous la réserve décrite dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION AVEC RESERVE

Motivation de la réserve

Réserve pour désaccord : le changement de méthode comptable concernant la détermination de la provision congés payés tel qu'il est décrit dans l'annexe au paragraphe « Changement de méthode comptable », n'est pas traduit comptablement conformément au Règlement ANC n°2014-03 relatif au Plan comptable général puisque l'impact lié à la provision des exercices antérieurs n'a pas été imputé sur les capitaux propres.

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « changement de méthode comptable » de l'annexe des comptes annuels concernant les modalités d'application du règlement ANC n°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers applicable à compter des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025 et ayant conduit à un changement de méthode.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nos travaux ont notamment consisté à valider l'exhaustivité du chiffre d'affaires en rapprochant les états de gestion avec les recettes comptabilisées.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

A l'exception de l'incidence du point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Ecole-Valentin, le 16 juin 2025

Le Commissaire aux comptes
SAS PROCOMPTA
représentée par Mathieu COMMERCON





RAPPORT FINANCIER ASSOCIATION ADMR DE PORT ET SCEY SUR SAONE

BILAN

ACTIF	BRUT 2025	Amort. / Prov.	NET 2025	NET 2024
B. ACTIF IMMOBILISE	43 978	-	42 378	1 600
B. ACTIF IMMOBILISE	43 978	-	42 378	1 600
B2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	42 778	-	42 378	400
B3. IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 200	-	1 200	-
C. ACTIF CIRCULANT	438 103	-	438 103	417 569
C. ACTIF CIRCULANT	438 103	-	438 103	417 569
C3. CREANCES	46 392	-	46 392	53 094
C4. AUTRES CREANCES	102 659	-	102 659	71 317
C6. VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	146	-	146	144
C7. DISPONIBILITES	288 778	-	288 778	292 762
C8. CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	127	-	127	251
TOTAL GENERAL	482 082	-	439 704	419 250

PASSIF	PASSIF 2025	PASSIF 2024
A. CAPITAUX PROPRES	246 806	239 498
A. CAPITAUX PROPRES	246 806	239 498
A4. RESERVES	239 498	235 409
A6. RESULTAT DE L'EXERCICE	7 308	4 089
E. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	1 853	922
E. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	1 853	922
F. DETTES	191 044	178 830
F. DETTES	191 044	178 830
F1. DETTES FINANCIERES	-	5 273
F2. DETTES D'EXPLOITATION	-	1 361
F3. DETTES FISCALES ET SOCIALES	128 449	105 147
F5. AUTRES DETTES - CHARGES A PAYER	62 596	67 050
F6. COMPTES DE REGULARISATION	-	-
TOTAL GENERAL	439 704	419 250

RAPPORT FINANCIER ASSOCIATION ADMR DE PORT ET SCEY SUR SAONE



COMPTE DE RESULTAT	421CS 2025	421CS 2024	421TF 2025	421TF 2024	1.1a 2025	Total 2025
A. PRODUITS D'EXPLOITATION						
706 - PRESTATIONS AUX USAGERS	328 182	325 624	500 696	509 517		
708 - PRODUIT DES ACTIVITES ANNEXES (Mise à Disposition de Personnel, Locations...)	2 034	2 447	21 798	29 340	23 831	
741 - SUBVENTIONS RECUES	71 426	70 006	61 636	62 324	133 062	132 330
758 - AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	2 806	-	121	-	2 927	-
758 - PEREQUATION RECUE	-	-	-	-	-	-
758 - REMBOURSEMENTS DE FRAIS (Formation, Dons)	895	445	2 298	3 551	3 194	3 996
780 - REPRISES DES AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	-	-	494	-	494	-
Total A. PRODUITS D'EXPLOITATION	405 342	398 522	587 043	604 733	992 385	1 003 255
B. CHARGES D'EXPLOITATION						
606 - CHARGES COURANTES (Eau, Electricité, Carburants...)	- 11 741	- 13 271	- 2 152	- 1 453	- 13 893	- 14 725
611 - SOUS-TRAITANCE (Animation, Alimentaire, DASRI, Analyses...)	- 315	- 358	-	-	- 315	- 358
613 - LOCATIONS (Immobilières, Véhicules, Photocopieurs, Divers...)	- 46 211	- 46 668	- 859	- 3 437	- 47 071	- 50 105
614 - CHARGES LOCATIVES	- 3 086	- 4 338	-	-	- 3 086	- 4 338
615 - ENTRETIEN ET REPARATION (Biens Immobiliers, Véhicules, Matériels divers)	- 4 880	- 2 043	- 443	- 699	- 5 323	- 2 742
615 - MAINTENANCE INFORMATIQUE	- 2 975	- 4 119	- 4 642	- 3 893	- 7 616	- 8 011
616 - ASSURANCES (Bâtiment, Habitation, Véhicules...)	- 3 850	- 3 417	- 2 068	- 2 394	- 5 918	- 5 812
618 - AUTRES CHARGES EXTERNES (Documentation, Frais de réunion...)	- 457	- 566	- 151	- 168	- 608	- 733
621 - PERSONNEL EXTERIEUR (Intérim, Mise à disposition de personnel, Evalueur/trice...)	- 112	- 98	- 8 055	- 7 574	- 8 167	- 7 672
622 - HONORAIRES (Soins infirmiers, Démarche Qualité...)	- 3 601	-	- 1 706	-	- 5 308	-
623 - RELATIONS PUBLIQUES (Publicité, Cadeaux...)	- 481	- 300	- 900	- 2 740	- 1 381	- 3 040
625 - MISSIONS ET DEPLACEMENT (Déplacements Salariés et Bénévoles)	- 61	- 13	- 47 927	- 43 448	- 47 867	- 43 435
626 - AFFRANCHISSEMENTS ET TELECOMMUNICATION	- 8 529	- 8 994	- 2 765	- 2 437	- 11 294	- 11 431
627 - FRAIS BANCAIRES	- 142	- 180	- 239	- 184	- 381	- 364
628 - AUTRES COTISATIONS ET DONS	- 136	- 50	- 153	- 151	- 289	- 201
628 - PRESTATIONS EXTERIEURES (Blanchissage, Nettoyage, G.E.D...)	- 3 745	- 3 864	- 1 407	- 1 269	- 5 152	- 5 133
630 - IMPOTS ET TAXES (Taxe sur les salaires, Impôts Locaux, Impôt Société...)	- 12 335	- 15 233	- 15 479	- 16 595	- 27 815	- 31 827
640 - CHARGES DE PERSONNEL (Remunération du Personnel et Charges Patronales)	- 282 817	- 286 690	- 415 078	- 411 400	- 697 895	- 698 090
641/791 - REMBOURSEMENT IJ - IFC - CONTRAT AIDE - EXONERATION ZRR	-	- 906	- 44 606	- 10 461	- 44 606	- 11 368
652 - CESSION ELEMENTS D'ACTIF	- 655	-	-	-	- 655	-
654 - PERTES SUR CREANCES IRRECOURABLES	- 3 658	-	-	-	- 3 658	-
658 - CHARGES DIVERSES	- 404	-	- 536	-	- 941	-
658 - COTISATIONS NATIONALES ET FEDERALES (U.N.)	- 675	- 759	- 1 681	- 1 600	- 2 356	- 2 359
658 - FRAIS DE SIEGE	- 27 696	- 25 742	- 82 137	- 82 974	- 109 833	- 108 717
658 - PEREQUATION VERSEE	- 5 586	- 6 512	- 17 425	- 16 011	- 23 011	- 22 523
680 - DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	- 627	- 785	- 1 425	- 1 166	- 2 051	- 1 951
Total B. CHARGES D'EXPLOITATION	- 424 654	- 423 066	- 562 625	- 589 131	- 987 279	- 1 012 197
C. PRODUITS FINANCIERS						
761 - PRODUITS FINANCIERS	2 295	3 182	1 566	1 673	3 861	4 855
Total C. PRODUITS FINANCIERS	2 295	3 182	1 566	1 673	3 861	4 855
E. PRODUITS EXCEPTIONNELS						
771 - PRODUITS EXCEPTIONNELS (Régularisation des Comptes de Tiers...)	-	10 239	-	208	-	10 446
Total E. PRODUITS EXCEPTIONNELS	-	10 239	-	208	-	10 446
F. CHARGES EXCEPTIONNELLES						
671 - CHARGES EXCEPTIONNELLES (Pénalités, Impayés Clients, Régularisation Compte de Tiers...)	-	- 1 740	-	- 52	-	- 1 792
Total F. CHARGES EXCEPTIONNELLES	-	- 1 740	-	- 52	-	- 1 792
G. VIE ASSOCIATIVE						
618 - CHARGES VIE ASSOCIATIVE	- 530	- 616	- 1 800	- 290	- 2 330	- 906
708 - PRODUITS DE LA VIE ASSOCIATIVE	-	-	20	-	20	-
741 - SUBVENTIONS COMMUNALES	-	-	650	427	650	427
Total G. VIE ASSOCIATIVE	- 530	- 616	- 1 130	138	- 1 660	- 479
RESULTAT DE L'EXERCICE	- 17 546	- 13 479	24 854	17 568	7 308	4 089